



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE PASSE EN APPEL D'OFFRE OUVERT**

Conformément au code de la commande publique

#### **Pouvoir adjudicateur**

**Crous Bourgogne-Franche-Comté  
Représenté par Madame la Directrice Générale du Crous Bourgogne-  
Franche-Comté**

#### **Objet du marché**

**Fourniture de matériel de restauration pour le Crous Bourgogne-Franche-Comté**

#### **Remise des offres**

Date limite de réception : **le mardi 28 janvier 2025 à 16h00**

## TABLE DES MATIÈRES

Article 1 - PRÉAMBULE - CONTEXTE .....	3
Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	3
Article 3 - PÉRIMÈTRE DE L'ACCORD-CADRE .....	3
Article 4 - ALLOTISSEMENT .....	3
Article 5 - PROCÉDURE DE PASSATION .....	3
Article 6 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE .....	3
Article 7 - LIEU DE LIVRAISON .....	4
Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	4
Article 9 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	4
9.1 Représentation des parties .....	4
9.2 Conditions d'exécution .....	4
9.3 Obligations du titulaire .....	5
9.4 Responsabilité du titulaire .....	6
9.5 Clauses sociales .....	6
9.6 Clauses environnementales .....	6
9.7 Constatation de l'exécution des prestations .....	6
Article 10 - RÉGIME FINANCIER .....	8
10.1 Forme et contenu des prix .....	8
10.2 Variation des prix et clause de sauvegarde .....	9
10.3 Avances .....	9
10.4 Modalités financières .....	10
Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES .....	11
11.1 Forme des notifications et des informations .....	11
11.2 Langue .....	11
11.3 Assurances .....	11
11.4 Autres obligations administratives .....	12
11.5 Résiliation .....	12
11.6 Exécution aux frais et risques du titulaire .....	12
11.7 Différends .....	12
11.8 Litiges et contentieux .....	12
Article 12 - DÉROGATIONS .....	13

## Article 1 - PRÉAMBULE - CONTEXTE

Pour répondre aux besoins de renouvellement régulier des équipements de restauration et harmoniser les installations au sein du Crous Bourgogne-Franche-Comté, un accord-cadre à bons de commande d'une durée d'un an, renouvelable trois fois, est lancé. Ce marché portera sur l'équipement de 11 restaurants universitaires et de 25 points de distribution, principalement situés à Dijon, Besançon, Belfort, Montbéliard, Sevenans, Vesoul et Le Creusot.

## Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

La présente consultation a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation, le raccordement et la formation du personnel utilisateur du matériel de restauration et, le cas échéant, le démontage, l'enlèvement et la valorisation éventuelle de l'ancien matériel pour les restaurants universitaires du Crous Bourgogne-Franche-Comté.

## Article 3 - PÉRIMÈTRE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre couvre les besoins du Crous Bourgogne-Franche-Comté.

## Article 4 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

- Lot n°1 : Matériel de cuisson, de maintien en température et gros matériel pour la restauration collective (hors fours et polycuiseurs)
- Lot n°2 : Matériel de réfrigération pour la restauration collective
- Lot n°3 : Lave-batterie par sablage
- Lot n°4 : Matériel pour Snacking

## Article 5 - PROCÉDURE DE PASSATION

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert sous la forme de :

- Pour les lots 1, 2 et 4 accord-cadre à marchés subséquents multi attributaires (3 attributaires)
- Pour le lot 3 accord-cadre à bons de commande mono attributaire

## Article 6 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

Chaque lot est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de la date de notification.

Le marché pourra être renouvelé trois fois par reconduction tacite à sa date anniversaire, pour une durée de 12 mois sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

A la date d'échéance, moyennant un préavis d'un mois, le contrat pourra ne pas être reconduit par le Crous Bourgogne-Franche-Comté sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou réclamer une indemnité financière.

## Article 7 - LIEU DE LIVRAISON

L'accord-cadre couvre les besoins du Crous Bourgogne-Franche-Comté.

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont énumérés en Annexe 1 du présent CCAP.

Le Crous Bourgogne-Franche-Comté se réserve la possibilité d'ajouter ou de supprimer des sites.

## Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS**, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et annexe Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et son annexe ;
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- L'offre technique du titulaire avec le cadre de réponse ;
- Les marchés subséquents ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2021.

## Article 9 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

### 9.1 *Représentation des parties*

#### 9.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### 9.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché par le titulaire.

### 9.2 *Conditions d'exécution*

#### 9.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai d'une semaine à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

## 9.2.2 Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution du bon de commande court à compter de sa date de notification.

Le délai d'exécution d'un bon de commande ne pourra excéder 8 semaines. Le titulaire veillera à proposer des produits dont l'approvisionnement respecte ces délais.

Cas particulier : les installations nécessitant en amont d'une intervention de nature à changer les attentes de branchement et évacuation donnant lieu à des travaux. Une coordination des travaux et de l'installation sera planifiée et pourra donner lieu à des délais d'exécution supérieurs à 8 semaines mais jamais à 12 mois.

Le titulaire et l'acheteur établiront ensemble un planning de livraison et de montage.

## 9.2.3 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le code du service exécutant ;
- La désignation et la quantité des prestations commandées ;
- Le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- Les lieux d'exécution des prestations.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

## 9.2.4 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

## 9.3 Obligations du titulaire

### 9.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de **dérèglements, dysfonctionnements, dangers** potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### **9.3.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

### **9.3.3 Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre sans qu'il ait besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

### **9.3.4 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

## **9.4 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché, mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

## **9.5 Clauses sociales**

Sans objet

## **9.6 Clauses environnementales**

Le présent marché public comprend des considérations environnementales.

## **9.7 Constatation de l'exécution des prestations**

### **9.7.1 Opérations de vérification**

Les opérations de vérifications se feront à l'issue du montage du matériel.

## 9.7.2 Procès-verbal de réception

Le procès-verbal de réception, également désigné sous le terme de bon d'installation, est un document essentiel qui atteste de la réception et de l'installation du matériel. Émis par l'installateur, ce document doit impérativement mentionner le numéro du bon de commande. Il garantit la transparence et la traçabilité des transactions. Ce procès-verbal est établi après l'installation du matériel et remplit plusieurs fonctions clés :

- Validation de la livraison : Il confirme que le matériel a effectivement été reçu.
- Contrôle de la conformité : Il permet de vérifier que le matériel livré correspond bien aux spécifications initialement commandées en termes de quantité, de qualité et de caractéristiques techniques, et constitue un document utile en cas de litige ou de réclamation.
- Formalité administrative : Il est requis pour faciliter le traitement des paiements et la validation des dépenses.
- Garantie : Il déclenche la période de garantie, sous réserve d'un accord entre les deux parties.

Ce procès-verbal devra être signé par les deux parties pour être valable.

## 9.7.3 Garantie

Conformément à l'article 33 du CCAG –FCS, les produits feront l'objet d'une garantie d'un an.

Toutefois, le détail des garanties (modalités, durée, SAV, durée d'intervention en SAV) sera fourni pour chacun des produits dans les fiches techniques ou le mémoire technique.

## 9.7.4 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

## 9.7.5 Pénalités liées à l'exécution des prestations

**Pénalités de retard pour les délais de livraison, d'installation et/ou raccordement et d'enlèvement :**

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations (Annexe ATTR11 : cadre de réponse) et ce pour chaque bon de commande émis, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de jours de retard calendaires

V = la valeur HT des fournitures et/ou prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement des fournitures et/ou prestations en retard.

### **Pénalités forfaitaires pour l'immobilisation du matériel :**

En cas d'immobilisation du matériel suite à une panne non réparée sur un matériel encore sous garantie, ou en raison d'un matériel défectueux empêchant le fonctionnement optimal de l'outil, des pénalités d'immobilisation seront appliquées après un délai de 15 jours ouvrables, comme suit :

- 100 € par jour de retard

### **Pénalités forfaitaires pour défaut de réparation :**

En cas de défaillance récurrente de l'appareil après réparation (suite à la même problématique), des pénalités seront appliquées à compter du premier jour, comme suit :

- 50 € par jour jusqu'à réparation effective

### **9.7.6 Plafonnement des pénalités**

**Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS**, Le montant des pénalités n'est pas plafonné. Les pénalités sont cumulables.

### **9.7.7 Seuil d'exonération des pénalités**

**Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS**, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

## **Article 10 - RÉGIME FINANCIER**

### **10.1 Forme et contenu des prix**

Les prestations seront rémunérées suivant la forme de prix suivante :

Les prix unitaires sont indiqués dans le BPU joint à l'acte d'engagement pour le lot 3 et dans une nouvelle offre qui sera communiquée après la mise en concurrence pour les marchés subséquents (lots 1, 2 et 4).

Pour tous les lots, les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- La livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;
- L'installation, le montage des matériels dans chacun des lieux ;
- L'évacuation des déchets et la remise en état des locaux.

#### **10.1.1 Partie à bon de commande pour le lot N°3 accord-cadre à bons de commande mono-attributaire**

Les prestations seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe à l'acte d'engagement).



### **10.1.2 Partie à marchés subséquents pour les lots 1,2 et 4 accord-cadre à marchés subséquents multi-attributaires**

Tout besoin en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix mentionnés dans le Bordereau des Prix Unitaires pour les lots 1, 2 et 4 seront utilisés pour la sélection des trois attributaires et constitueront le référentiel de prix « plafond ».

Les fournitures ou prestations seront réglées par application des prix figurant dans l'offre remise par le titulaire au titre du marché subséquent.

L'attention du pouvoir adjudicateur se portera sur les variations de prix entre l'offre du marché et les offres de chaque marché subséquent.

Le titulaire présente, pour les marchés subséquents, des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses que les offres présentées lors de la passation du marché.

Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel.

Pour tous les marchés subséquents, le titulaire s'engage à ce que les prix proposés au Crous Bourgogne-Franche-Comté n'excèdent pas ceux pratiqués habituellement pour l'ensemble de sa clientèle. Le Crous Bourgogne-Franche-Comté pourra demander au titulaire de justifier ce point.

### **10.2 Variation des prix et clause de sauvegarde**

Les prix sont fermes la première année.

Les prix peuvent être révisés par rapport au barème du titulaire, deux mois avant la date annuelle d'échéance. Le titulaire doit alors soumettre au pouvoir adjudicateur le bordereau de prix tenant compte de la révision. De plus, si le titulaire ne répond pas avant cette date, il sera considéré comme proposant de maintenir les tarifs unitaires en vigueur pour la nouvelle période d'exécution.

**Offres promotionnelles :** Le titulaire du marché fait bénéficier le Crous Bourgogne-Franche-Comté des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché.

Le titulaire s'engage à informer le Crous Bourgogne-Franche-Comté de ces offres promotionnelles.

**Clause de sauvegarde :** Si la révision des prix entraîne une augmentation supérieure à 3 %, l'acheteur peut résilier le contrat sans indemnité.

### **10.3 Avances**

Sans objet

## **10.4 Modalités financières**

### **10.4.1 Retenue de garantie et cautionnement**

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire ou d'un cotraitant, une copie de l'original du bon de commande revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Il est remis, sur demande du titulaire ou d'un cotraitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

### **10.4.2 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai des 30 jours fait courir de plein droit au profit du titulaire et sans autres formalités, des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

### **10.4.3 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire

#### **10.4.3.1 Mentions obligatoires**

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le code du service exécutant ;
- La référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement.
- 

#### **10.4.3.2 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### **10.4.3.3 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

#### **10.4.3.4 Transmission des factures**

Pour transmettre les factures, utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

Code service exécutant (SE) :

- 1021 : Restauration Besançon
- 1022 : Restauration Dijon
- 1023 : Restauration NFC
- 1024 : Pôle R et H Le Creusot

SIRET : 130 024 433 00018

## **Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **11.1 Forme des notifications et des informations**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

### **11.2 Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction assermentée en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

### **11.3 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

## **11.4 Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

## **11.5 Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché est résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

## **11.6 Exécution aux frais et risques du titulaire**

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

## **11.7 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-25 du code de la commande publique.

## **11.8 Litiges et contentieux**

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le suivant :

### **Tribunal administratif**

30, rue Charles Nodier

25044 BESANCON Cedex 3

Tél. : 03.81.82.60.00 / fax : 03.81.82.60.01

Courriel : [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr)

## Article 12 - DÉROGATIONS

Le cahier des clauses administratives générales applicable au marché est le CCAG / FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

L'article 8 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS

L'article 9.7.6 du présent CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS

L'article 9.7.7 du présent CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS